

CONSEIL MUNICIPAL ■ Questions de détails et débats de fond hier soir lors de la session d'avant les vacances

Un tramway n'en cache pas un autre...

Désengagement de l'État contre participation à l'effort contre la crise : le Conseil municipal d'hier soir a vogué entre deux constantes. Chacun sa vision.

Jacques Testud

jacques.testud@centrefrance.com

Un Conseil d'avant les vacances plutôt long et pas si calme que cela hier soir. Le maire Serge Godard s'est d'abord félicité de tous les bonheurs « printaniers » de la ville de Clermont : Victoire de l'ASM, bon classement de l'aire urbaine de 427.000 habitants (étude de l'Express) et titre de la ville la plus rock de France...

Compte administratif. Avant d'attaquer le vif de la soirée, qui n'a pas réservé que du positif, c'est avec le compte administratif que les échanges ont démarré. Présenté par Alain Bardot, ce compte a « un bon taux de réalisation » (ce qui fait que le budget supplémentaire est plus faible que les autres années). En ce qui concerne les investissements, on note une somme record de 61,30 millions d'euros, « le point fort du budget 2009 », qui montre, pour l'adjoint aux finances, « la

volonté de la ville d'entrer dans les métropoles dynamiques ». Et il a cité quelques-unes des réalisations fortes en 2009, notamment l'acquisition de locaux boulevard Flaubert (pour l'orchestre d'Auvergne avant les locaux de l'Opéra) pour 2,4 millions d'euros ou encore les études et travaux de construction de locaux sportifs et associatifs à Saint-Jacques (1,78 million d'euros).

Il a fallu faire, pour cela, 40 millions d'emprunts. L'encours de la dette est passé de 167,10 M€ à 195,60 M€. Des « investissements qu'il faut faire » pour la majorité, alors que l'opposition, via Jean-Pierre Brenas (UMP et apparentés) s'inquiète de la hausse de la fiscalité locale ou de l'emprunt. Pour Alain Bardot : « On s'est mis à soutenir le plan de relance du gouvernement et vous venez nous le reprocher... ». Anne Courtyllé a parlé de « double langage » : « Vous déplorez



TRAM. Une deuxième ligne quand l'État aidera... PHOTO D'ARCHIVES RICHARD BRUNEL.

le déficit de l'État et vous lui réclamez toujours plus. Toutes les collectivités doivent prendre leur part dans les difficultés ». Au final, le compte, qualifié de « dynamique » par le maire, a été voté avec 5 abstentions.

Deuxième ligne... de tramway. C'est lors du débat sur le budget supplémentaire que Jean-Pierre Brenas a posé une « ques-

tion qui fâche » : en évoquant le surcoût du tramway pour la collectivité via le SMTC, il a demandé au maire comment se ferait la récupération des fonds et ce qu'il en était de la deuxième ligne de tramway ?

Réponse immédiate de Serge Godard : l'enveloppe de 290 millions d'euros n'a pas été dépassée. D'autre part, la deuxième ligne, pour le maire, existe avec

des bus à haut niveau de service. « Nous n'avons plus aucun financement prévisible de l'État pour en faire une ligne de tramway », a ajouté le maire ». Un peu plus loin, Anne Courtyllé a évoqué « l'abandon de cette deuxième ligne de tramway que nous apprenons ce soir ». Revers et contre attaque du maire : « La deuxième ligne n'a jamais été abandonnée, elle fonc-

tionne, c'est la ligne B. Quand l'État consentira à nous aider et à avoir une véritable politique de transport dans les grandes villes, nous aurons peut être les moyens d'envisager d'en faire une deuxième ligne de tramway ».

Confucius et des vœux. L'attribution d'une somme de 35.000 euros pour le démarrage de l'Institut Confucius à Clermont (enseignement du mandarin) a provoqué des remous. Voté avec 15 abstentions. Remous aussi lors des vœux présentés par l'UMP et apparentés : le maire a refusé celui concernant le changement de nom de l'avenue de l'Union Soviétique (Anne Courtyllé a parlé de « censure »). Il a aussi réfuté celui sur la sécurité et la vidéo protection : « C'est un débat qu'il faudra organiser ». Jean-Pierre Brenas et Philippe Bohelay ont étayé leur position (inverse) par des chiffres concernant les effectifs de la police municipale, le premier les jugeant insuffisants au nombre d'habitants et le second pointant la réalité d'une baisse des effectifs de la police nationale. ■